

La lettre

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 35 - Mars 2011

L'éditorial

Par Hubert Védrine

Ce numéro 35 de *la Lettre* est le premier qui paraisse, comme annoncé, à la fois sous les deux formes, papier et électronique.

Sur le nouveau site de l'IFM, mis en ligne le 31 mars dernier, vous pourrez trouver régulièrement des informations, des réactions, des reportages et, tous les trimestres, *la Lettre* elle-même.

Celle-ci comporte trois parties principales :

La première porte sur les « lieux » de François Mitterrand, de Jarnac au Nivernais sans oublier l'Élysée. Début mai, un reportage sur ceux qui font vivre la mémoire de François Mitterrand à Nevers, Château-Chinon et Clamecy, sera mis en ligne.

2011 : année des primaires ! *La Lettre* consacre un article au Congrès de Metz, et un article analytique plus général sur le mécanisme des primaires.

Enfin, des informations sont données sur la journée d'étude à laquelle participeront l'Institut François Mitterrand et la Fondation Jean Jaurès, le 6 mai prochain.

Nous créons une rubrique « autour du 10 mai », où vous trouverez des indications sur tous les événements suscités par cet anniversaire historique, organisés ou non par l'IFM : colloques, débats, séminaires, livres, films, numéros spéciaux de revues, émissions, pièces de théâtre, etc.



En partenariat avec la Fondation Jean Jaurès et Public Sénat, l'Institut François Mitterrand organise, **le 6 mai prochain**, une

journée de débats à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire de la gauche en 1981.

Analystes, journalistes et grands témoins se retrouveront autour de trois tables dont les thèmes porteront sur :

- Mai 1981 : forces et projets politiques
- La campagne présidentielle : une force tranquille ?
- De la victoire au changement

La journée fera l'objet d'un enregistrement audiovisuel intégral, et sera retransmise en direct puis en différé par Public Sénat.

Inscription obligatoire auprès de l'IFM
par retour du carton d'invitation adressé aux adhérents
(dans la limite des places disponibles)

*La suite des manifestations organisées à l'occasion du 10 mai
en quatrième de couverture...*

SOMMAIRE

Dossier 1 -- Les « Lieux » de François Mitterrand

Jarnac, le 8 janvier 2011 : Discours de Jérôme Royer, Maire de Jarnac (p. 2)

La Nièvre, fief présidentiel (1981-1995), par François Charmont (p. 3)

François Mitterrand à l'Élysée : La rénovation de la salle des fêtes, par Annabelle Le Barbé (p. 7)

Dossier 2 -- Primaires du parti socialiste : prospective et perspectives

Congrès de Metz : entre deux rives, par Pierre-Emmanuel Guigo (p. 11)

Comment les primaires socialistes se sont-elles imposées ?, par Remi Lefebvre (p. 16)

Autour du 10 mai (p.20)

•••➤ Dossier n°1

Jarnac, le 8 janvier 2011

À l'occasion de la quinzième commémoration de la disparition de François Mitterrand, membres de la famille, amis, anciens collaborateurs, personnalités ou simples badauds se sont réunis à Jarnac, ville natale de l'ancien Président de la République, le 8 janvier 2011.

Sous un ciel clément, il fallait jouer des coudes pour pénétrer dans le cimetière de Grands'Maisons où François Mitterrand fut inhumé le 11 janvier 1996, trois jours après sa mort. Après le dépôt des gerbes et un temps de recueillement, la foule s'est rendue jusqu'à la maison natale, au 22 de la rue Abel Guy.

« La maison vit encore, chargée de souvenirs intacts. Il y a la

chambre où je suis né, où sont nés tous mes frères et sœurs à l'exception d'un seul (...) » (Mémoires à deux voix).

Accompagnés de Jérôme Royer, le maire de Jarnac, les premiers visiteurs découvrent et inaugurent le premier étage de la maison, rendu public après plusieurs années de rénovation. L'édile rappelle la dimension toute particulière des lieux : « Jarnac, c'est l'homme, le provincial, pas le politique. Sa vie politique, c'est la Nièvre et Paris ».

À l'heure du déjeuner, chacun s'est rendu à la salle polyvalente pour un repas amical où Jérôme Royer, Ségolène Royal, Présidente de la région Poitou-Charentes, Martine Aubry, Maire de Lille, première-secrétaire du Parti socialiste et Hubert Védrine, Président de l'Institut, ont pris la parole.

Discours de Jérôme ROYER, Maire de JARNAC

Chers amis, chers camarades,

Bonjour et bienvenue.

Aujourd'hui ici, tous rassemblés pour le 15^{ème} anniversaire de la disparition du Président François MITTERRAND, au-delà du souvenir, au-delà des formidables amitiés que les outrages du temps n'ont pas altérés, nous nous apercevons qu'il a bien été constitué une communauté de souvenirs et une communauté de valeurs républicaines autour de l'Institut François Mitterrand.

Et à Jarnac, nous retrouvons également l'ambiance de cette communauté familiale à partir de la Maison Natale que Colette LANDRY, sœur de François MITTERRAND, et sa famille ont su si bien conserver.

Cette maison familiale, entièrement rénovée, avec les soutiens sans faille du Département de la Charente et de la Charente-Maritime, de la Région, de l'Institut François Mitterrand et de l'État, nous permet de mieux connaître l'environnement familial et provincial où François MITTERRAND s'est constitué.

Faire naître d'inébranlables dévouements, des fidélités à toute épreuve, votre présence le prouve amplement, cela ne peut-il pas nous servir de référence, de passerelle pour pouvoir dire haut et fort : oui la politique est bien le lieu où nous pouvons faire évoluer notre société et notre vie. Oui essayons tous ensemble d'écrire un nouveau chapitre de notre histoire digne du talent politique de François Mitterrand.

Merci à tous de votre présence, merci aux acteurs de cette journée, à l'Institut François Mitterrand, à l'Association « Espace Culturel François Mitterrand » et aux services de la Commune de Jarnac.

Que cette journée soit bien un moment de rencontre, d'échanges autour des valeurs républicaines si chères à François MITTERRAND.

Merci d'être ici, à Jarnac, ce 08 janvier 2011.





La Nièvre, fief présidentiel (1981-1995)

Par François CHARMONT¹

Doctorant en Géographie

Lorsque François Mitterrand accède à la plus haute charge de l'État le 10 mai 1981, la Nièvre connaît un véritable tournant géopolitique.

Laboratoire politique où a notamment été conçue la décentralisation, ce département a en effet connu une forte restriction des crédits nationaux pendant près d'un quart de siècle, payant en grande partie l'opposition au gaullisme de son élu emblématique.

La Nièvre, en 1946, est un département en attente ; en 1981, elle en est à peu près au même point, même si les combats nationaux de François Mitterrand l'ont ouverte à la France.

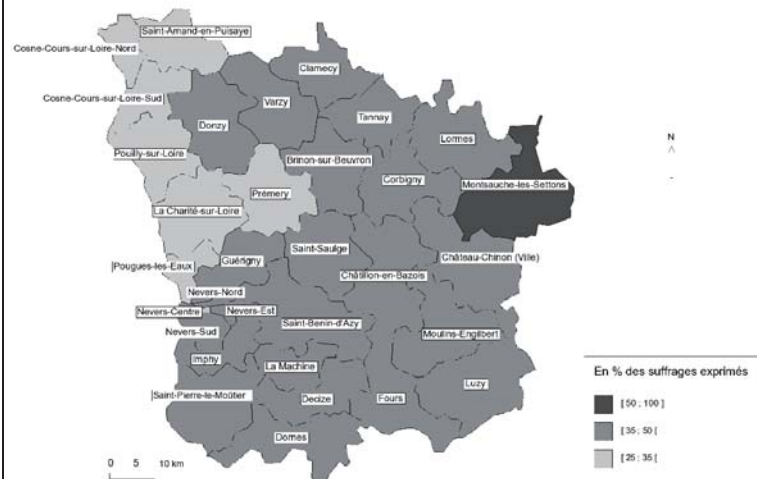
Le Président de la République met peu à peu en place « une géopolitique de l'aide »² très attendue. En 1981, les professions de foi des trois députés socialistes de la Nièvre montrent bien cette espérance : celui de la troisième circonscription, Bernard Bardin, ancien suppléant de François Mitterrand, parle même de « nouveau national et départemental »³.

Une fidélité exceptionnelle entre un homme et un territoire

Si François Mitterrand met en place après 1981 une véritable « géopolitique de l'aide », c'est essentiellement grâce à la fidélité que les Nivernais lui témoignent pendant 35 ans dans les grands moments de sa vie publique, des élections nationales à la conquête

du Nouveau Parti socialiste en 1971. Cette fidélité électorale est particulièrement visible lors des différentes élections présidentielles auxquelles se présente le député de la Nièvre.

En 1965 et 1974, François Mitterrand obtient la majorité absolue dans le département dès le premier tour, le second le confirmant avec plus de 60% des suffrages exprimés. Il arrive en tête du premier tour en 1981, avec 39,32% des voix. Au deuxième tour, il est en légère progression par rapport à 1974. En 1988, il améliore encore ses scores au premier tour comme au second. La carte des résultats par canton lors du premier tour des élections présidentielles de 1981 permet de spatialiser ces scores.



La répartition spatiale des voix en faveur du député-maire de Château-Chinon est semblable à celle des autres élections. Il réalise sans surprise ses meilleurs scores dans l'est du département, avec un maximum dans le canton de Montsauche, dont il est conseiller général depuis 1949. Ses scores dans la Nièvre sont toujours excellents et traduisent une progression constante au second tour entre 1965 et 1988. La commune de Château-Chinon, dont il est maire, lui prouve à chaque fois sa fidélité avec plus de 70% des

¹ François CHARMONT, attaché parlementaire, est doctorant en Géographie culturelle, politique et historique à l'Université Paris IV-Sorbonne (CNRS UMR 8185 ENeC, « Espaces, Nature, Culture ») sous la direction de Jean-Robert PITTE. Il a notamment publié *François Mitterrand et la Nièvre, Géopolitique de la Nièvre, 1945-1995* (L'Harmattan, 2001, rééd. 2002).

² PLET F., « La Bourgogne », dans LACOSTE Y. (sous la dir.), *Géopolitiques des régions françaises*, tome III, « La France du Sud-Est », Paris, Fayard, 1986, p. 341.

³ BARODET D., et al. (1981), *Professions de foi et engagements électoraux*, Paris, Archives de l'Assemblée nationale.

voix au second tour. Cette progression est à la fois à l'image de la géographie électorale départementale et de la consolidation progressive de son implantation politique.

La fidélité réciproque entre François Mitterrand et les Nivernais après 1981 tient pour beaucoup à la présence physique du président de la République sur le sol nivernais au soir de sa victoire, le 10 mai 1981. Peu d'éléments sont à rajouter aux relations bien connues faites de ces moments par les biographes du candidat à la présidence de la République. Le chef de l'opposition attend le résultat officiel dans sa chambre de l'hôtel du Vieux-Morvan. Il prononce sa première déclaration de la mairie, alors que « le réseau de l'Etat se manifeste, se resserre », avec son service d'ordre, ses motards, confisquant un peu le Président aux Nivernais qui ont préservé le candidat dans sa longue traversée du désert depuis 1958⁴.

Si les Nivernais aident François Mitterrand après 1958, c'est qu'ils ont le sentiment d'être délaissés par le pouvoir. Le député de la Nièvre, même devenu président de la République, est volontiers considéré comme « l'enfant du pays »⁵. Mais lorsque le Président déclare « la Nièvre, le pays de ma vie »⁶ à la fin de ses quatorze années au sommet de l'Etat, il entend surtout vie publique et non vie privée : dans sa vie privée, même réduite, il est landais ou charentais. François Mitterrand montre de la fidélité et de la reconnaissance publiques à l'ensemble des Nivernais, malgré son attitude assez froide qui convient bien de toute manière aux habitants du Morvan qui l'ont toujours appelé « le Président », bien avant 1981⁷. Il témoigne de l'amitié profonde à ceux qui l'ont aidé dans la Nièvre, notamment dans les moments les plus difficiles, comme les Chevrier, les Lagarde ou le sénateur-maire de Château-Chinon René-Pierre Signé, très proche de François Mitterrand durant toute la présidence. Cette fidélité s'exprime de plusieurs façons qui vont des légendaires cartes postales envoyées du monde entier aux régulières visites privées.

Voyages présidentiels et visites privées : un Président qui « tient » la Nièvre

François Mitterrand effectue régulièrement des

⁴ LACOUTURE J. (1998), *Mitterrand, une histoire de Français : 1. Les risques de l'escalade*, Paris, Ed. du Seuil, p. 397.

⁵ CHARRIER J. B. et J.-P. HARRIS (1984), *Histoire de Nevers, 2e partie, de 1815 à nos jours*, Roanne-le-Coteau, Horvath, p. 448.

⁶ Discours de François Mitterrand devant le Conseil général de la Nièvre, 24 mars 1995.

⁷ François Mitterrand était notamment président du Conseil général.

visites privées dans son ancien fief électoral. Le fait qu'il continue de voter à Château-Chinon pour les élections locales et nationales n'est pas pour déplaire aux Nivernais. Il rend aussi visite à des amis ; il se rend aussi en 1994 et 1995 à Nevers pour commémorer l'anniversaire de la mort de Pierre Bérégofoy. L'identification de François Mitterrand à sa terre d'élection, dont un des paysages a été choisi pour sa célèbre affiche électorale de 1981⁸, a visiblement créé un rapport de fidélité inégalé sous la Ve République.

Les visites officielles, devenues presque habituelles en quatorze ans de présidence, entretiennent également les liens. Le plus souvent, un voyage dans la Nièvre ne dure qu'un jour : à l'ère de l'accélération des moyens de communication, la réalisation de déplacements de plusieurs jours n'est plus de mise. Il est en général symbolique, donc couvert par la presse. Les voyages ont un but précis et délivrent un message particulier, le plus souvent sous la forme d'un discours efficace et symbolique. Le 13 mars 1990, le président de la République, accompagné de plusieurs ministres – Lionel Jospin, Pierre Bérégofoy, Pierre Joxe – se rend par exemple à Luzy en visite officielle : après une brève inauguration du collègue Antony Duvivier, il profite de l'occasion pour parcourir la ville à pied avant de se rendre à la mairie pour prononcer un important discours de politique étrangère. Après cette cérémonie, il salue comme à son habitude du perron de la mairie les Nivernais venus le voir. François Mitterrand, en visite officielle dans la Nièvre, passe peu de temps dans chaque lieu qu'il visite, mais en profite pour rencontrer le plus grand nombre de Nivernais possible. Ce contact avec ses anciens électeurs est particulièrement efficace dans le cadre de la pondération visible des journées officielles. Lors de son premier septennat, François Mitterrand effectue des visites officielles dans la Nièvre les 5 décembre 1981, 30 juin 1984, 14 février 1986 et 14 mars 1987. Il se rend en plus à Château-Chinon les 29 janvier 1986, 16 mars 1986, 23 juillet 1986, 9 février 1987, 17 février 1988 et 10 mars 1989 ; à La Charité-sur-Loire le 18 août 1986 ; à Montsauche le 26 juin 1987⁹ ; à Clamecy le 9 juillet 1987 ; à Cosne-

⁸ L'arrière-plan de l'affiche de François Mitterrand est une photographie de l'église de Sermages, dans le canton de Moulins-Engilbert, voisin de celui de Château-Chinon. Ce petit prieuré clunisien, surmonté du slogan « La force tranquille », est un de ceux du « blanc manteau » qui, selon le mot de Georges Duby, a couvert l'espace rural français au Moyen-Âge, et notamment la Nièvre, par opposition à la Côte-d'Or cistercienne.

⁹ À titre officiel ou privé, François Mitterrand se rend chaque année à partir du 26 juin 1946 aux cérémonies commémoratives des crimes de guerre commis par les troupes allemandes le 26 juin 1944 dans les villages martyrs de Montsauche, Planchez et surtout Montsauche, dont il a fait hâter la reconstruction alors qu'il était membre du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), dirigé par le général de Gaulle jusqu'au 20 janvier 1946.

sur-Loire le 13 septembre 1987¹⁰. Les lieux visités sont particulièrement dispersés dans l'espace nivernais. Si l'on considère que les Nivernais habitant dans un rayon de cinquante kilomètres autour du lieu visité peuvent venir à la rencontre de François Mitterrand, il apparaît que le président de la République a presque couvert l'ensemble de l'espace départemental durant son premier septennat. Consciente ou non, cette pondération traduit une véritable appropriation de l'espace électoral par l'amateur de géographie électorale qu'était François Mitterrand.

La Nièvre est marquée de l'empreinte du 21^{ème} président de la République pendant quatorze ans. Ce phénomène psychologique, très spatialisé, n'est pas nouveau : après le « Loupillon » d'Armand Fallières, le « Clos de Sampigny » de Raymond Poincaré, le « Tournefeuille » de Gaston Doumergue, « La Boisserie » du Général de Gaulle, le « Carjac » de Pompidou, l'« Authon » de Valéry Giscard d'Estaing, on pourrait parler de la « Nièvre » de François Mitterrand. Mais cette ombre présidentielle s'exerce à une échelle inédite jusqu'alors. François Mitterrand réinvente la « République de la province »¹¹ qui permet de donner plus d'enracinement à un homme politique par le rattachement à l'une des plus vieilles traditions républicaines françaises depuis la III^{ème} République. Il est attaché, après son arrivée au sommet de l'État, à « sa » province, bien plus que son successeur à l'Élysée ne l'est à la Corrèze.

Un Président qui sans cesse reconstruit son fief

À partir du 10 mai 1981, avec le soutien actif de Pierre Bérégovoy installé à la mairie de Nevers dès 1983, « M. Mitterrand a multiplié les preuves de son attachement à une région qui, jusqu'alors, n'avait guère bénéficié de la manne de l'État ». C'est le constat de Philippe Depalle dans *Le Monde* à la fin du second septennat de François Mitterrand¹². Jean Glavany, chef du cabinet du président de la République entre juin 1981 et juillet 1988, est très vite chargé à l'Élysée des questions nivernaises. À partir de 1983, Pierre Bérégovoy est chargé de finaliser les projets. Après 1988, plusieurs comités interministériels consacrés exclusivement à

¹⁰ DORLHAC, L. (1990), *Les Voyages officiels du président de la République de 1981 à 1989*, Paris, Mémoire de maîtrise de géographie, Université de Paris IV-Sorbonne, non publié, p. 65.

¹¹ Expression empruntée au député Jacques Fourcade, dans FOURCADE J. (1936), *La République de la province. I : Origines des partis, fresques et silhouettes*, Paris, Bernard Grasset, 251 p.

¹² *Le Monde*, 25 mars 1995, p. 10 : « M. Mitterrand visite son fief nivernais. Le président de la République a multiplié les preuves de son attachement à la région où il a commencé sa carrière politique ».

la Nièvre sont présidés par Michel Charasse, ministre du Budget très proche de François Mitterrand. Ces proches sont chargés de veiller à l'examen des demandes des élus locaux que François Mitterrand sollicite dès le 15 mai 1981 quand il s'exprime en session extraordinaire devant le Conseil général¹³. De nombreux projets chers au Président sont réalisés, tels que l'entrée de l'enseignement supérieur dans le département, l'amélioration des moyens de communication avec l'élargissement de la nationale 7 sur la traversée de la Nièvre, l'arrivée de l'autoroute A 77 aux portes du département, l'électrification de la ligne SNCF Paris-Clermont-Ferrand. Dans un autre registre, Château-Chinon bénéficie grandement de la générosité financière de François Mitterrand, ne serait-ce qu'avec la statue-fontaine-mobile, œuvre conjointe de Niki de Saint Phalle et Jean Tinguely, installée devant l'ancien palais de justice devenu mairie. Nombre de réalisations plus modestes ont été effectuées avec les fameux « fonds spéciaux » de l'Élysée traditionnellement accordés aux lieux visités par le président de la République dans le cadre des visites officielles.

À côté de ces réalisations utiles à la vie quotidienne, le président de la République, aménageur et bâtisseur, a eu un rôle similaire dans la Nièvre.

Parmi les grandes réalisations, figure incontestablement le circuit de Nevers-Magny-Cours auquel un grand technopôle a été adjoint. Cette présence étonnante s'explique par la seule volonté de François Mitterrand d'offrir à son département le Grand Prix de France de Formule 1. Le Conseil général de la Nièvre et la Ville de Nevers, dirigée par Pierre Bérégovoy, ont saisi ensuite l'occasion : il s'agissait de profiter de la notoriété du circuit pour attirer des entreprises dans un département qui en avait grand besoin. En septembre 1986, sous l'impulsion de François Mitterrand, ami du fondateur du circuit amateur dans les années 1960, Jean Bernigaud, le Conseil général de la Nièvre décide de racheter le circuit. Une première tranche du technopôle est réalisée en 1988, permettant l'installation d'entreprises. Les retombées financières de cette installation ont été de plusieurs centaines de millions de francs pour le département.

Quant au Musée du Septennat, il regroupe à Château-Chinon plus de 2 000 cadeaux à la fin du premier septennat de François Mitterrand, alors que dans un

¹³ CONSEIL GENERAL DE LA NIEVRE (1981), Procès-verbaux des délibérations, 2^{ème} Session Extraordinaire de 1981, Séance du 15 mai 1981, Nevers, Imprimerie administrative de la Préfecture de la Nièvre, p. 8.

temps presque comparable¹⁴, le musée de Jacques Chirac n'en comptait que 200. Par sa renommée nationale, c'est un des lieux les plus visités du département. Installé dans l'ancien couvent Sainte-Claire construit au XVIIIe siècle, il ouvre ses portes en 1986 puis est agrandi après 1988. Il abrite les cadeaux officiels ou personnels reçus par François Mitterrand dans le cadre de ses fonctions présidentielles. Le président de la République souhaite en effet très tôt que ces cadeaux soient accessibles à l'ensemble des Français : c'est pour cette raison qu'il les cède au Conseil général de la Nièvre. La collection rassemble les luxueux objets donnés par les représentants de la plupart des pays du monde avec lesquels le président de la République a entretenu des relations diplomatiques, comme ceux offerts par des collectivités, des institutions publiques ou de simples particuliers en France. Le Musée du Septennat étant devenu trop exigu malgré l'extension de 1988, c'est cette fois à Jarnac, sa ville natale, que François Mitterrand inaugure, le 6 mars 1995, un nouveau musée¹⁵, l'espace culturel de l'Orangerie. Le Président prend en effet bien soin de « répartir » les cadeaux reçus dans l'exercice de ses fonctions. Il est en fait loin d'oublier la Nièvre : outre le musée de Château-Chinon, le Musée des Beaux-Arts de Clamecy reçoit les peintures ; le Centre culturel Jean Jaurès à Nevers dix-huit à vingt mille volumes de sa collection personnelle, parmi lesquels des incunables chinois uniques offerts lors de ses voyages en Extrême-Orient¹⁶.

En septembre 1985, François Mitterrand déclare « site national » le mont Beuvray¹⁷, haut lieu de l'histoire gauloise puisque Vercingétorix y a réuni les peuplades éduennes et arvernes pour les liguer contre César, ce dernier y ayant par ailleurs écrit *La Guerre des Gaules*. Le 29 avril 1989, il visite le site archéologique de Glux-en-Glenne, au mont Beuvray¹⁸. Sa passion pour la nature morvandelle le conduit à entreprendre la réalisation d'une base européenne de recherche archéologique, inaugurée le 14 avril 1995. Le Musée de la Civilisation celtique ouvre ses portes sur les pentes du mont Beuvray le 4 mai 1996, un peu plus d'un an après son inauguration par le chef de l'État. Dans un décor grandiose, le musée se développe

sur 2 400 mètres carrés et deux niveaux, et accueille plusieurs dizaines de milliers de visiteurs chaque été. La sous-direction de l'Archéologie avait proposé au ministre de la Culture, Jack Lang, un ambitieux programme concernant « les trente sites qui ont fait la France », parmi lesquels Bibracte est retenu. Dès 1984, le laboratoire d'archéologie de l'École normale supérieure est à pied d'œuvre. Deux ans plus tard, des spécialistes venus de onze pays européens sont présents sur le site¹⁹.

Le souci constant de François Mitterrand de rendre aux Nivernais ce qu'ils lui avaient apporté avant son élection à la tête de l'État trouve donc des échos divers : si les moyens financiers de la Nièvre ont été en partie rééquilibrés, si la bonne marche de la Fédération socialiste départementale restait en observation permanente avec un soutien clair à une nouvelle génération d'élus comme Gaëtan Gorce et Christian Paul²⁰, François Mitterrand a surtout su trouver la manière de montrer son attachement aux Nivernais tout au long des quatorze années où il a été au pouvoir. Même si François Mitterrand repose à Jarnac, loin des ses amis de cinquante ans, sa très forte identification au département a assurément trouvé sa place dans l'Histoire de France.



François Mitterrand vote à Château-Chinon, 8 mai 1988.
Crédits : Claude Azoulay. DR.

¹⁴ Entre 1995 et 2001.

¹⁵ *Le Monde*, 7 mars 1995, p. 9 : « M. Mitterrand inaugure un musée dans sa ville natale de Jarnac ».

¹⁶ Une salle spéciale a été aménagée pour les accueillir.

¹⁷ *Le Monde*, 25 mars 1995, p. 10 : « M. Mitterrand visite son fief nivernais. Le président de la République a multiplié les preuves de son attachement à la région où il a commencé sa carrière politique ».

¹⁸ *Le Monde*, 3 mai 1989, p. 8 : « M. François Mitterrand dans la Nièvre. La journée des cent culottes ».

¹⁹ De nombreuses universités (Paris-I et Paris-IV, Tours, Besançon, Marseille, Madrid, Saragosse, Lausanne, Édimbourg, Kiel, Bruxelles, Bologne, Budapest, Ljubljana) s'associent au projet.

²⁰ Gaëtan Gorce, conseiller à l'Élysée devenu Premier secrétaire fédéral du PS en 1993 et élu conseiller municipal de Cosne-Cours-sur-Loire en 1995, et Christian Paul, ancien sous-préfet de Château-Chinon élu conseiller général de Lormes en 1994 et maire en 1995, sont tous deux élus députés de la Nièvre en 1997.



François Mitterrand à l'Élysée : La rénovation de la salle des fêtes

Par Annabelle LE BARBE¹

Au cours de plus de deux siècles et demi d'histoire, le palais de l'Élysée, à l'origine hôtel particulier, a été aménagé pour répondre à ses diverses fonctions. Devenu définitivement, avec Mac-Mahon, résidence officielle des présidents de la République, l'Élysée acquiert une importance nouvelle avec la constitution de la Ve République qui place le président au centre du pouvoir.

Ses différents occupants ont pour la plupart cherché à le mettre au goût du jour. À cet égard, l'aménagement du salon Agam ou des appartements Paulin par Georges Pompidou s'inscrit dans la continuité de l'histoire du palais. La restauration à l'identique, comme pour la bibliothèque Napoléon III par Valéry Giscard d'Estaing – le président Pompidou l'avait faite transformer par Agam en un fumoir – ou l'intérieur de la salle des fêtes par François Mitterrand, relève en revanche d'une conception nouvelle de préservation du patrimoine, celle de l'administration des Monuments historiques. Elle se trouve bien souvent au rebours de la volonté des présidents, généralement plus soucieux de laisser leur marque dans le palais ou de l'adapter à leurs goûts personnels, que de redorer les ors de Louis XV. Ces allers-retours entre tradition et modernité sont le moyen pour les présidents de s'inscrire dans la continuité des fastes de l'État, tout en y apportant leur touche personnelle.

Parce qu'il faut un cadre pour les idées, un décor pour la politique et la diplomatie, l'aménagement du palais présidentiel et plus particulièrement de la salle des fêtes permet de rendre compte des représentations du pouvoir et des stratégies de communication, aussi bien que du goût particulier du président et de sa politique générale envers la culture.

Le contexte administratif et les sources

Le palais de l'Élysée est à la fois palais national et monument historique. Comme palais national, il dépend du service chargé des bâtiments civils et palais

nationaux. La maîtrise d'œuvre des travaux effectués au palais de l'Élysée, est, comme pour tout palais national, effectuée pour le compte du ministère de la Culture par des architectes en chef des bâtiments civils et palais nationaux à savoir Guy Nicot et Serge Macel sous la présidence de F. Mitterrand.

Les archives du service de l'architecture ont été remises aux Archives nationales et couvrent la période 1958-1981. Pour la période de F. Mitterrand il n'y a qu'un dossier provenant du service de l'architecture, relatif à la rénovation de la salle des fêtes. Mais cette documentation est largement complétée par les dossiers des membres du cabinet du président qui suivent les travaux du palais, successivement Gilles Ménage (1981-1984), Cyrille Schott (1984-1987), Béatrice Marre, Michel Jau, Jean-Yves Cullet et Gaëtan Gorce. Sur quelques points particuliers, nous trouvons également des dossiers relatifs aux travaux ou à l'aménagement de l'Élysée dans les archives des collaborateurs de F. Mitterrand chargés de la culture. Enfin, pour toute la période, les reportages effectués par le service photographique de l'Élysée fournissent une documentation iconographique de première importance. L'Institut François Mitterrand a d'ailleurs numérisé tous les clichés des deux septennats du président sur la base d'une collection doublant celle conservée aux Archives nationales.

La construction d'une extension au palais du comte d'Évreux

De la même manière que le salon Murat dans lequel se tient le conseil des ministres est considéré comme le lieu de « *l'expression centrale du pouvoir* »² la salle des fêtes est le lieu emblématique des réceptions présidentielles.

L'Élysée ne dispose pas à l'origine d'une vaste salle de réception et les trois pièces de réception (salle à manger, jardin d'hiver et salle des fêtes) sont construites successivement à la demande des présidents. La salle à manger est achevée sous Mac-Mahon et Jules Grévy fait bâtir le jardin d'hiver. En 1888, Sadi Carnot fait édifier une grande salle des fêtes dans la continuité des deux salles.

¹ Annabelle Lebarbé a soutenu en 2006 un master 2 d'histoire contemporaine sur « Les aménagements du palais de l'Élysée sous la Ve République » sous la direction de Jean-Pierre Chaline à l'Université Paris IV-Sorbonne.

² Denis FLEURDORGE, *Les rituels et les représentations du pouvoir*, Paris, Zagros, 2005, p. 61.

Construite en hâte afin d'être achevée pour l'Exposition universelle, la salle des fêtes est créée dans le style de l'époque avec une structure métallique et en briques. Les murs sont provisoirement masqués par des tapisseries encadrées de tenture de soieries cramoisies à franges d'or. Quant au plafond, il est tendu de toiles peintes simulant des caissons. La pièce est décorée de moulures, de nymphes en staff peintes de couleur chair, que des générations d'invités ont comparés à des « *femmes-troncs* ». Elles soutiennent de lourds caissons dorés, eux-mêmes ornés d'amours tenant des éventails ou des tambourins, de boucliers, de cornes d'abondance, de l'écu de la République, tandis qu'aux rosaces des angles sont accrochés de grands lustres de style Louis XV équipés de la lumière électrique. Au-dessous, courant le long des murs, des consoles supportent des vases de Sèvres. Au sol, en attendant le plancher définitif, on pose un tapis en treillis vert. En 1890, lorsque ce plancher définitif est prêt, on le recouvre d'un tapis tissé sous la Restauration par la manufacture de la Savonnerie. À la fin de 1893, il est remplacé par un tapis en moquette cramoisie à motifs. La décoration définitive, conduite par l'architecte Adrien Chancel, n'est fixée que pour l'Exposition de 1900³.

La restauration de la salle

La naissance du projet

Les présidents de la IV^e République ne se sont pas attachés à la rénovation des salons de réception du palais. À l'occasion des vœux du corps diplomatique en 1972 le président Pompidou voit « *avec effroi quelques gouttes de pluie traverser la toiture de la salle des fêtes pour venir s'écraser sur les épaules chamarrées des ambassadeurs* »⁴. Il engage un projet de rénovation de la salle des fêtes. Il s'agit, selon les plans de Joseph Belmont, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, de restaurer la salle dans un esprit qui respecte « *le style très particulier de la fin du XIX^e siècle, qu'on peut ne pas aimer mais qui a trouvé là une expression particulièrement typique* »⁵.

Cinq propositions sont étudiées par le président Pompidou. Il choisit une solution qui remplace les bas-côtés auparavant encombrés par « *des dégagements largement ouverts sur le parc* »⁶. Il souhaite également

aménager une scène plus propice à sa nouvelle utilisation. Suite au décès du président, ces projets n'ont pas été suivis d'exécution. Nous n'avons pas retrouvé dans les archives de dessins de Joseph Belmont pour ce projet qui, par les brèves descriptions dont nous disposons, semble ressembler à celui choisi dix ans plus tard par F. Mitterrand.

À l'arrivée au pouvoir de F. Mitterrand, de grands travaux de tous ordres sont entrepris dans l'ensemble du palais. Le président souhaite notamment rénover la salle des fêtes.



Façade de la salle des fêtes en 1981.

Service photographique de la Présidence de la République. 5 AG 4 / 1 J 50.

Le projet présidentiel envisage de lier la façade de la salle des fêtes avec les autres façades du palais qui ont vue sur le parc. Par ailleurs, la salle des fêtes est sombre, faute de grandes ouvertures. Le projet initial du président est « *une architecture extérieure contemporaine avec l'utilisation du verre comme élément de liaison avec le jardin* »⁷. Un autre objectif est « *d'adapter le fonctionnement de cette salle aux exigences de la vie contemporaine* »⁸. La fonction initiale de la salle comme lieu de réception, n'est cependant pas abandonnée ainsi que sa décoration « *qui lui donne et qui suscite cet attrait et cet intérêt très particulier* ». Le projet est donc « *un compromis entre ces exigences contemporaines et le respect du caractère historique de l'aspect de cette salle* »⁹ comme le souligne Noël Albertini, chef du service de l'architecture de la Présidence de la République.

³ Pour l'historique de la salle des fêtes, voir notamment : Jean COURAL, *Le palais de l'Élysée : histoire et décor*, Paris, Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1994 ; Georges POISSON, *L'Élysée, histoire d'un palais, de la marquise de Pompadour à Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Perrin, 1979 ; réédité en 1988 et 1997 ; 5 AG 4 / 2879.

⁴ Claude DULONG, *La vie quotidienne à l'Élysée au temps de Charles de Gaulle*, Paris, Hachette, 1974, p. 14.

⁵ Note du 11 janvier. 5 AG 3 / 1 J 2.

⁶ Rapport du 3 février 1971 de M. Brunau, inspecteur général des

bâtiments civils et palais nationaux. 5 AG 3 / 1 J 2.

⁷ Note de Gilles Ménage à Christian Pattyn, 3 juillet 1982. 5 AG 4 / 2879.

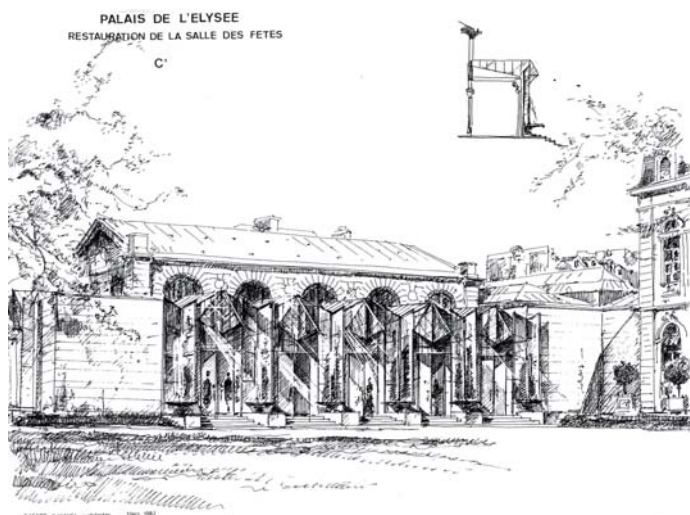
⁸ Note de Noël Albertini à Cyrille Schott, 31 août 1982. 5 AG 4 / 2879.

⁹ *Ibidem*.

Le choix du président

Sept projets sont présentés au président Mitterrand pour la reprise de la façade donnant sur le parc. Trois sont retenus pour une étude plus approfondie. Deux des projets sont proposés par Guy Nicot et Serge Macel, architectes en chef du palais de l'Élysée, et un par les architectes Bernard Reichen et Philippe Robert soutenus par Jack Lang, ministre de la Culture, et Christian Dupavillon, chargé des grands travaux auprès du ministère.

L'un des projets de Guy Nicot « respecte l'ambiance intérieure actuelle et s'harmonise avec la façade du palais ». Son second projet propose une façade comme elle aurait pu être réalisée à la Belle-Époque. Celui voulu par Jack Lang, d'un esprit contemporain, consiste à « construire une sorte de jardin d'hiver qui créerait une transparence entre le parc et la salle elle-même »¹⁰ (voir planche ci-contre).



VI. Restauration de la salle des fêtes. Première variante du premier projet présenté par Reichen et Robert, en mars 1982. AN, 5 AG 4 / 1 J 50.

L'organisation des travaux, sur le plan logistique et financier, se met en place parallèlement au travail des architectes. Dès le début, l'idée de séparer les travaux en deux tranches pour des raisons à la fois financières et d'occupation de la salle est mise en place. La première tranche concerne « la réfection de la façade, ce qui ne générerait pas le fonctionnement de la salle des fêtes, ainsi que le lessivage de conservation de l'intérieur »¹¹. La seconde tranche porte sur les installations techniques et l'ameublement. Il est proposé que le budget soit réparti sur différents crédits, afin qu'aucun crédit supplémentaire ne soit

nécessaire de la part du ministère de la Culture¹².

La restauration de la salle des fêtes est l'objet d'une bataille entre anciens et modernes. Le 3 février 1982, Gilles Ménage résume ainsi la situation à André Rousselet, directeur de cabinet :

« Deux conceptions s'opposent :

- Celle de M. Nicot, suivant laquelle l'aménagement de la façade de la salle des fêtes est conçu comme l'achèvement d'un ensemble dont la pièce maîtresse est l'hôtel du comte d'Évreux. Ce parti architectural est celui qui préserve également le mieux le cachet original interne de la salle des fêtes. [...]

- La seconde conception vise à réaliser une salle des fêtes en soi, sans s'attacher par trop, ni à la liaison avec l'architecture existante du palais, ni au caractère original de la salle. La salle des fêtes est alors conçue suivant un parti tout à fait conforme aux idées en vogue, c'est-à-dire avec une très forte liaison avec le jardin. [...]

Intéressant par son originalité, son caractère contemporain, ce projet présente deux types d'inconvénients :

- d'une part un risque de dysharmonie avec la façade existante du corps de bâtiment de l'hôtel. À cet égard, j'ai demandé à M. Nicot de dessiner rapidement les emprises au sol des verrières par rapport à l'armature existante.

- d'autre part l'existence de grandes baies vitrées modifie le caractère interne des lieux et risque de poser quelques petits problèmes techniques d'occultation pour certaines utilisations. »¹³

L'attrait du président pour le projet contemporain est l'occasion pour Gilles Ménage d'exposer au président le fonctionnement et le rôle des Monuments historiques dans les projets.

« Après concertation avec Christian Dupavillon, j'ai donc pris contact avec les architectes [...] Reichen et Robert. S'il recueille votre agrément, il devra être ensuite soumis à la Commission supérieure des monuments historiques, puisque le palais de l'Élysée est classé. Cette instance émet un simple avis, mais naturellement celui-ci sera important compte tenu du retentissement qu'aura cette réalisation dans l'opinion. Le Ministère de la Culture devra, à cet égard, trouver les solutions de conciliations nécessaires. »¹⁴

Dans cette même note, Gilles Ménage précise la répartition des tâches durant les travaux dans le choix du projet contemporain.

« Afin d'éviter toute difficulté concernant la maîtrise d'œuvre, en accord avec le Ministère de la Culture et M. Nicot, je propose

¹² Note d'André Rousselet au président de la République, 17 décembre 1981. 5 AG 4 / 2879.

¹³ 3 février 1982. 5 AG 4 / 2879.

¹⁴ Note de Gilles Ménage au président de la République, 18 août 1982. 5 AG 4 / 2879.

¹⁰ Note de Jack Lang au président de la République. 5 AG 4 / 1 J 50.

¹¹ Note de Gilles Ménage à André Rousselet directeur de cabinet du président de la République, 3 décembre 1981. 5 AG 4 / 2879.

que la maîtrise d'œuvre de la façade soit confiée aux architectes qui l'auront dessinée, MM. Reichen et Robert, M. Nicot demeurant responsable des aménagements techniques internes (chauffage, climatisation, branchements techniques divers, mobilier). »

Le détail de leur projet met en évidence la jonction entre le palais du comte d'Évreux et la salle des fêtes ; la baie vitrée s'ouvre grâce à des portes fenêtres qui reprennent le motif des fenêtres de l'hôtel d'Évreux. Vers le mois d'avril 1983, le président prend finalement la décision d'une reconstruction des façades dans le style de l'hôtel du comte d'Évreux. Nous n'avons pas retrouvé de note portant l'accord manuscrit de F. Mitterrand sur ce sujet. Gilles Ménage se demande même s'il y a eu une note écrite du président pour entériner son choix.

Suivant le projet de Guy Nicot, la salle est modernisée, dix portes-fenêtres sont percées dans les murs est et sud pour retrouver le jour naturel à l'intérieur et le rythme originel de la façade du palais à l'extérieur. La façade fait donc symétrie avec l'aile des appartements privés. Il existe ainsi une unité entre la façade de l'hôtel d'Évreux, celle des appartements privés due à Nicolas de Beaujon et la façade « mitterrandienne ». À l'intérieur, le plafond est lessivé et les tentures sont déposées ; divers locaux sont créés en coulisse, de part et d'autre de la scène et en sous-sol¹⁵. Le président demande par ailleurs que soit restitués le décor de la salle lors de sa construction en ce qui concerne le mobilier, les ors, les rideaux et la moquette¹⁶.

La réalisation

Les documents d'archives sur le déroulement des travaux témoignent de la bonne marche des opérations, menées entre 1983 et 1985¹⁷. Le tout est terminé, comme prévu, pour la réception du 14 juillet 1985. À cette occasion, différents communiqués de la Présidence de la République relatent à la fois le projet de restauration de la salle des fêtes et justifient le choix présidentiel de rendre la capacité d'accueil du palais en restaurant la salle des fêtes tout en respectant l'harmonie architecturale du palais.

« Il convenait de résoudre le problème de son adaptation à l'époque contemporaine, notamment pour ses équipements, tout en préservant son appartenance à l'architecture originelle respectée par les deux extensions antérieures.

C'est ce que le président François Mitterrand a demandé

¹⁵ AG 4 / 1580.

¹⁶ Note d'Hélène Waysbord au président de la République, 9 mars 1984. 5 AG 4 / 2879.

¹⁷ 5 AG 4 / 2879 et 2893.

à l'architecte Guy Nicot, et qui vient d'être réalisé par la restitution scrupuleuse du décor de la salle des fêtes, qui a reçu des façades à la fois adaptées à sa fonction et en harmonie avec l'architecture bientôt tricentenaire des lieux.

Toutes les manifestations importantes débordent le cadre des salons XVIIIe siècle et passent par la Salle des Fêtes restaurée, avec ses annexes techniques indispensables : scène mobile, régie son et lumière, cabinet médical, loges d'artistes, sanitaires, électricité, chauffage, conditionnement d'air ... autant de dispositions qui ont dû s'inscrire dans les volumes existants, ou en sous-sol extra muros. »¹⁸



Façade de la salle des fêtes
Service photographique de la Présidence de la République.

Conclusion

La rénovation de la salle des fêtes en suivant le parti de la création ex nihilo d'une façade dans le style du XVIIIe siècle, et non celui du projet contemporain peut paraître étonnant si l'on songe aux travaux réalisés par F. Mitterrand au palais (les appartements privés) ou ailleurs à Paris (la Bibliothèque nationale de France, le grand Louvre, l'Arche de La Défense). Mais, selon Gilles Ménage, le président « dans ses choix architecturaux, faisait la part des choses entre ce qui devait être contemporain ou pas »¹⁹. À l'intérieur en revanche, le choix de restaurer le décor à l'identique d'un des rares vestiges de l'Exposition universelle de 1889, témoigne du souci de se placer dans la continuité des fastes républicains du siècle précédent.

¹⁸ Note de Jean-Claude Colliard au président de la République, 10 juillet 1984. 5 AG 4 / 2879.

¹⁹ Entretien avec Gilles Ménage, 26 avril 2006.

Congrès de Metz : entre deux rives

Par **Pierre-Emmanuel GUIGO**¹

Étudiant-chercheur à l'école doctorale de Sciences-Po Paris

À l'heure où les primaires font plus que jamais débat au sein du Parti socialiste et révèlent la place croissante occupée par l'opinion, la présidentialisation, et la mobilisation électorale (les trois facteurs essentiels des primaires) au sein de la structure interne du Parti socialiste, il est nécessaire de revenir sur l'origine de ce mouvement amorcé dans les années 1970.

Notre but est de tenter de comprendre comment la « démocratie du public »², selon l'expression de Bernard Manin investit également la forteresse partisane, au point que celle-ci en vient à se déposséder d'un des pouvoirs qui fondent son identité : le choix de ses candidats³. Pour cela il faudra mettre en valeur les différents acteurs essentiels de cette évolution : « Dans cette démocratie du public qui voit se transformer, mais non disparaître, le rôle des grands partis dans la sélection des candidats et des leaders, c'est dans cette dialectique entre les dirigeants, les militants et les électeurs, qu'il faut voir la principale innovation »⁴.

Il faut toutefois se garder d'une vision décadentiste de la relation entre partis et opinion publique. Celle-ci a toujours eu un poids, resté toutefois contenu jusqu'à l'apparition de la triple et même « troisième révolution

française » des années 1960⁵. Avec l'émergence conjointe des sondages, de la télévision et de la présidentialisation du régime, la vie politique française s'est largement transformée.

Ces trois facteurs ont peu à peu, contre le modèle républicain prédominant jusque-là, imposé une personnalisation croissante des scrutins et un recours de plus en plus courant aux méthodes du marketing politique⁶. Les sondages, après une entrée difficile en politique⁷, se sont peu à peu imposés comme un élément important, au point de mettre sur le devant de la scène, certains « chouchous » de l'opinion⁸, ayant un capital électoral et une assise partisane faibles mais profitant d'une côte favorable dans les sondages.

La perspective présidentielle étant depuis 1965 déterminante, cette influence de l'opinion publique (mesurée au travers des sondages⁹), s'impose de plus en plus aux partis politiques, comme c'est le cas au cours des années 1970 au sein du Parti socialiste. Mais, certains pourront s'étonner de voir figurer un article sur le congrès de Metz – qui est comme son nom l'indique avant tout un congrès, avec tout ce que cela implique, et non une primaire - dans un numéro consacré aux primaires. Pourtant le congrès de Metz (qui est d'ailleurs le premier congrès à décider de la nomination du candidat à la présidentielle par des primaires internes¹⁰) représente certainement l'un des premiers exemples et certainement le plus saillant soulignant l'emprise croissante de l'opinion publique

¹ Pierre-Emmanuel GUIGO prépare sous la direction de Jean-François Sirinelli, un mémoire sur la communication de Michel Rocard de 1974 à 1981. Outre ce mémoire, il poursuit des recherches sur la communication politique, l'histoire du socialisme, l'histoire des médias et l'histoire de Nice.

² Bernard Manin décrit trois phases successives d'évolution de la démocratie : d'abord la « démocratie des notables au XIX^e siècle, apogée du parlementarisme, à laquelle succède la « démocratie des partis », elle-même remplacée par la « démocratie du public » dans laquelle l'opinion au travers des médias et des sondages occupe une place centrale (Bernard Manin, *Principes du Gouvernement Représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995).

³ Joseph La Palombara et Myron Weiner, *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

⁴ Gérard Grunberg, « La candidature Jospin ou la construction d'un nouveau Leadership » dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise*, Presses de Sciences-Po, 1995, p. 79.

⁵ « En France sont apparus en même temps la télévision, les sondages et les élections présidentielles (ce qui explique que) nous avons intellectuellement beaucoup de peine à trouver ce qui relève (dans les changements ultérieurs) de l'une, de l'autre ou de la combinaison des trois variables », Jean-Luc Parodi, « La politique, la vie et le citoyen », Bulletin d'informations générales du Centre d'information Civique, n°86, 1987, p. 40.

⁶ Christian Delporte, *La France dans les yeux : Une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2007.

⁷ Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion*, Paris, Seuil, 1998.

⁸ Nous renvoyons par exemple à notre mémoire de recherche sur la communication de Michel Rocard.

⁹ Nous n'entrons pas ici dans les débats sur la qualité de ceux-ci, ou même sur leur capacité à mesurer réellement l'opinion publique.

¹⁰ Principe qui n'a pas été appliqué jusqu'en 1995.

– ou plutôt de l'opinion publique mesurée par les sondages – dans le jeu politique interne au cours des années 1970 (I).

Pour autant peut-on résumer ce congrès à une lutte des chefs pour l'élection présidentielle ?

Il s'agit en effet, avant tout d'un congrès - et non d'une primaire - avec ses luttes de courants, ses batailles idéologiques et ses oppositions personnelles traditionnelles, mais aussi d'un « rituel » périodique faisant de la nébuleuse socialiste, un tout¹¹. Le rôle de l'opinion publique et de la présidentialisation restent donc relatifs, comme le soulignent d'ailleurs les résultats du congrès. (II)

Mais plus généralement, le Congrès de Metz est à notre avis un congrès entre deux rives : son caractère fondamental dans la mémoire collective, à une place d'ailleurs très différente du congrès de Rennes, n'est-il pas la preuve que les évolutions sont certainement plus profondes et que les enjeux posés sont certainement plus riches ?

Le Congrès de Metz présente ainsi la particularité de se trouver au confluent de deux époques. Entre tradition et modernité, le Congrès voit donc les premières semonces de l'opinion éroder la structure partisane, les premières évolutions du point de vue de la doctrine apparaître, le tout sur fonds de bilan de l'évolution considérable du parti au cours des années 1970. Entre deux périodes, il pose nombre des fondements du Parti que nous connaissons encore aujourd'hui (III).

Le congrès de Metz : une primaire avant l'heure ?

S'il y a effectivement un enjeu saillant dans ce congrès, mais dont personne ou presque n'ose parler en interne¹², à l'exception de Michel Rocard¹³, c'est bel et bien l'élection présidentielle. Ce n'est certes pas un enjeu nouveau au sein des congrès, mais le calendrier aidant, le congrès de Metz se trouve trop proche d'une

¹¹ Pour une histoire des congrès socialistes, voir en autres Alain Bergounioux, Frédéric Sawicki, Pierre Serne, « L'objet « congrès socialiste » en débat », dans *Recherche socialiste* n°12, Septembre 2000.

¹² La lecture des contributions et des discours est à ce titre révélatrice.

¹³ « Permettez-moi de préciser un détail. Cher François Mitterrand, ce ne sera pas l'opposition du prétendant. (Applaudissements) J'ai dit et répété, je le répète ici, qu'en votre qualité de Premier secrétaire vous serez le premier d'entre nous qui aura à prendre sa décision personnelle sur le point de dire s'il est candidat aux prochaines élections présidentielles et, si vous l'êtes, je ne le serai pas contre vous ! (très vives acclamations) ». (Congrès de Metz, 8 avril 1979 : <http://congres.jean-jaures.org/documents/pdf/cong-1979-04-08-1.pdf> ou en vidéo : <http://www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/CAA7900665601/congres-ps-metz.fr.html>. (Toutes les interventions citées sont accessibles en ligne sur le site de la Fondation Jean Jaurès).

élection présidentielle¹⁴, et avec une lutte de personnes trop vive pour que personne ne soit dupe.

Sur ce point, le passage par Wappy¹⁵ est un détour obligé dans l'étude de la lutte entre Michel Rocard et François Mitterrand¹⁶. Depuis plusieurs mois déjà Michel Rocard ne se cache plus d'être un candidat possible. Les journalistes - qui se délectent de cette lutte, ou de cette « horse race » - l'ont en tout cas bien compris et consacrent plusieurs colonnes, quasiment chaque jour depuis 1978, à cette bataille de tranchées. En septembre 1978, Thierry Pfister annonce même en « une » du Monde : « Michel Rocard candidat à l'élection présidentielle de 1981 »¹⁷. Les sondages lui sont en effet très favorables depuis 1978 - alors que l'image de François Mitterrand est fragilisée - et il a autour de lui une équipe très structurée, dans laquelle le secteur communication, notamment, joue un rôle important¹⁸. Dès Septembre 1978, Michel Rocard dépasse François Mitterrand dans le barème Figaro-Sofres, entre autres, et en 1979 les premiers sondages l'annoncent comme le meilleur candidat dans une élection présidentielle. La stratégie même de Michel Rocard vise ainsi à surplomber le parti en s'adressant directement à l'opinion publique. Il use notamment de son fameux « parler vrai » que l'on peut lire de différentes manières¹⁹, mais qui semble distinguer son expression de celle des autres socialistes, notamment dans la relation à la doctrine du programme commun. Les sondages lui étant favorables, il escompte pouvoir profiter de sa popularité pour apparaître comme le seul capable de battre Valéry Giscard d'Estaing : « Pas un seul instant je n'ai été de ceux qui se sont d'avance résignés à une défaite en 1981. Nous pouvons battre le Parti conservateur. Tout dépend, pour cela, du Parti Socialiste. »²⁰

¹⁴ N'oublions pas que le congrès d'Epinay, qui voit pourtant une figure essentielle, au caractère largement présidentiable-François Mitterrand-prendre la tête du parti, est éloigné du prochain scrutin présidentiel, prévu en 1976. C'est le décès du Président Pompidou qui va par la suite accélérer le calendrier.

¹⁵ Lieu exact du Congrès, dans la banlieue de Metz.

¹⁶ Nous ne rappellerons pas la multitude d'ouvrages journalistiques que cette opposition a stimulé : Robert Schneider, *La haine tranquille*, Seuil 1992 ; Jean-Paul Liégeois et Jean-Pierre Bédéi, *Le feu et l'eau : Mitterrand-Rocard, histoire d'une longue rivalité*, Grasset, 1990.

¹⁷ *Le Monde*, 24-25 Septembre 1978.

¹⁸ Nous renvoyons là aussi à notre mémoire ou au texte suivant : <http://l-historien-et-le-politique.over-blog.fr/article-rocard-et-les-medias-68466121.html>

¹⁹ Notamment comme un excellent slogan, voir à ce propos : Maurice Tournier, « Le Parler vrai, ou qu'est-ce qu'un néologisme » dans *Mots*, vol.22, 1990.

²⁰ Congrès de Metz, intervention de Michel Rocard, 06/04/79, après-midi.

Mais le poids de l'opinion n'est pas perceptible que dans le camp rocardien. L'ensemble des interventions se veulent à l'écoute de l'opinion²¹. Il est devenu une des données incontournables des débats internes.

Cette forte personnalisation des enjeux, y compris au sein d'une instance où l'on ne l'attend pas, entraîne une forte médiatisation du Congrès. Avant comme après le congrès, nombre de quotidiens, d'hebdomadaires, et surtout de journaux télévisés et radiodiffusés font leur titre sur le congrès de Metz, interrompant pour quelques temps leur narration des luttes intestines entre Jacques Chirac et le président de la République. Déjà les jours précédents, TF1 consacre chaque soir un petit reportage à chacune des motions, se focalisant plus sur les luttes de personnes que sur les thèmes abordés. Ils contribuent ainsi à dramatiser l'enjeu, voir à le mythifier en transformant la lutte principale - celle entre François Mitterrand et Michel Rocard - en un combat de générations, voire en un « parricide ». Image qui n'est d'ailleurs pas que le produit des médias, puisque Michel Rocard l'a entretenu, notamment par le fameux « archaïsme »²². Cet intérêt est suscité par l'apprêt des débats, mais aussi par la lutte personnalisée entre deux hommes Michel Rocard et François Mitterrand. Pierre Mauroy s'il joue un rôle essentiel dans le Congrès est relativement marginalisé par les médias, qui voient déjà dans ce congrès la confrontation pour l'élection présidentielle de 1981.

Le Congrès de Metz est donc fortement marqué par l'émergence croissante du poids de l'opinion dans la vie politique, de la présidentialisation et de son corollaire la personnalisation - autant de facteurs à la base du principe des primaires -, y compris au sein de l'instance partisane. Pour autant, si l'on reste sur ce postulat, on ne peut comprendre une large série de facteurs, et tout particulièrement les résultats du Congrès.

Mais un congrès avant tout

Le poids des facteurs qui forment une primaire, reste

²¹ Discours de Hervé Chaigne, animateur de la vie nouvelle : « Notre Parti dès lors ne devait plus seulement se battre pour la victoire, mais aussi se consacrer à un effort d'explication vers l'opinion publique (...) Mais surtout, mes camarades, et ceci nous pouvons le dire à nos partenaires, nous pouvons le dire face à nos adversaires, dans cette campagne des législatives qui a été perdue par la Gauche, le Parti Socialiste peut dire à tous, et l'opinion qui nous a regardés peut le confirmer, que nous avons mis tout en oeuvre, que nous avons tout fait pour avoir la victoire en mars dernier (...) Premier parti des collectivités locales, premier parti de France, le Parti Socialiste va maintenant convaincre les citoyens qu'il est aussi capable de gouverner le pays dans le cadre de l'union de la Gauche. Il lui faut pour cela s'adresser à l'opinion, et entraîner ses partenaires dans une dynamique qui doit être irrésistible ! »

²² Le club de la presse d'Europe 1, 17 Septembre 1978.

relatif dans le cas du Congrès de Metz. Les résultats de celui-ci sont en effet en demi-teinte. D'un côté la présidentialisation semble avoir joué effectivement, notamment dans le relatif échec de Pierre Mauroy. Mais d'un autre côté, il ne s'agit pas - c'est le moins que l'on puisse dire - d'une victoire rocardienne contre François Mitterrand, même si les commentaires journalistiques sont là encore partagés entre ceux qui y voient le début du déclin²³ de ce dernier et ceux qui au contraire le considèrent comme le grand vainqueur de cette lutte acharnée. Une chose semble sûre, les sondages n'ont pas à l'époque permis de convaincre la plupart des fédérations que la meilleure candidature serait rocardienne et qu'il fallait l'exprimer dès ce congrès.

Néanmoins, ce qui ressort de ces résultats, c'est surtout un renforcement de la base mitterrandiste. Jusque-là relativement dépendant de Pierre Mauroy, l'homme de l'appareil et détenteur d'une des plus grosses fédérations, mais aussi d'alliances avec d'autres courants (le courant des Assises entre autres), François Mitterrand parvient tout de même à obtenir une base à lui seul, et une majorité avec l'aide du Cérès. Il peut donc les jours suivants mettre en place une équipe homogène autour de lui, confiant plusieurs postes-clé à ses « sabras » (Fabius, Jospin).

Dans cette victoire, la construction de réseaux internes a certainement joué, et l'enjeu principal a semble-t-il été le bilan du parti depuis Epinay, le débat Rocard-Mitterrand se juxtaposant sur ce débat interne. En effet, comme tout congrès, celui de Metz a aussi pour objectif de tirer un bilan sur la période précédente²⁴ et c'est certainement le point le plus problématique pour les rocardiens. En effet, s'ils utilisent volontiers le terme de « rupture », il leur est difficile de vouloir faire table rase du passé. Depuis Epinay, le parti a largement évolué, a décuplé ses adhérents, ainsi que ses voix, au point de devenir le premier parti de France. Tous les discours ou presque se flattent du développement du parti, de sa bonne cote dans l'opinion²⁵, de l'expansion spectaculaire du PS dans le département accueillant et la commune de Metz²⁶. Dès le premier jour, François Mitterrand en fait l'un des axes clés de son argumentation : « Je me souviens d'une discussion qui a eu lieu au sein du Comité directeur, et dans laquelle

²³ *Le Matin de Paris* par exemple, le 10 Avril 1979. Mieux la presse allemande à l'exception de *Die Welt* considère qu'il s'agit même d'une défaite pour François Mitterrand.

²⁴ L'idée du bilan est au cœur de la plupart des interventions, ainsi que celle de maintenir la ligne qui a amené un certain succès.

²⁵ Congrès de Metz, intervention de Pierre Mauroy, le 06/04/79.

²⁶ Congrès de Metz, interventions Jean Laurain et de Serge Barcellini.

il était dit d'une part : il s'agit en 1979, à Metz, de déterminer à nouveau, pour de nombreuses années la ligne politique du Parti, tandis que d'autres, comme moi, disaient : non, il s'agit pour deux ans, à Metz, de poursuivre plus loin la ligne politique définie, huit ans plus tôt, à Epinay-sur-Seine. Aussitôt, bien entendu, la caricature s'en mêle : quiconque désire déterminer à nouveau - déterminer à nouveau - pour dix ans nos choix politiques apparaît comme l'homme du futur. Quiconque entend maintenir pour deux ans, en la poussant plus loin, la ligne d'Epinay, apparaît comme accroché au sol, maintenu à un réflexe conservateur : comment conserver ce qui existe depuis huit ans ? (...) Cela veut dire tout simplement qu'il appartient au Congrès de Metz de valider, huit ans après, ce qui a été décidé à Epinay et mis en forme l'année suivante. »²⁷

La victoire de François Mitterrand et de sa motion sont donc aussi l'expression d'une confiance renouvelée à l'homme qui a mené la rénovation du parti.

Le Congrès de Metz, témoin d'un PS en transition

Plus largement le Congrès de Metz nous semble incarner une phase transitoire du socialisme français. Il est sur divers aspects, outre celui de l'opinion et de la communication politique, le témoin de l'évolution du PS au cours des années 1970.

Sur le plan de la relation du PS au pouvoir, il symbolise toute la capacité et la compréhension de l'enjeu présidentiel. Le fait que celui-ci soit au cœur des débats (certes, sans que ce soit clairement dit) montre que les deux principaux acteurs qui nous ont intéressé ici, François Mitterrand et Michel Rocard ont bien compris toute l'importance de l'élection présidentielle dans les institutions de la Vème République. Mieux, cela souligne que le parti tend à se détacher de sa relation ambiguë avec le pouvoir – qu'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg²⁸ nomment « le remords du pouvoir »²⁹ – et exprime nettement son ambition de conquête amorcée dès Epinay³⁰. Comme le dit Pierre Simon : « Le Congrès de Metz, ce fut aussi le moment où les socialistes commencèrent à prendre conscience de la place qu'occupait désormais l'élection présidentielle dans le débat politique, et qu'elle devait donc prendre dans la vie de leur parti. Michel Rocard

a alors introduit de nouvelles données : le choix du candidat ne dépend pas uniquement du parti et de la ligne qu'il a définie, mais peut également s'appuyer sur le soutien de l'opinion »³¹

Dans la relation complexe que le PS entretient avec le pouvoir, Alain Bergounioux et Gérard Grunberg montraient que l'attachement à la doctrine est un des facteurs essentiels qui explique que le PS ne soit pas devenu un parti social-démocrate. Si de rares lignes dans l'ouvrage sont accordées à ce congrès, celui-ci révèle pourtant, selon nous, avec acuité les évolutions profondes du PS sur le plan doctrinal. Faire du « tournant de la rigueur » la date clé de l'évolution du PS dans sa relation avec sa doctrine est certes fondamental, mais cela ne doit pas occulter le fait que le terrain a été largement préparé au cours des années 1970, notamment par le développement de l'expertise économique au sein du Parti socialiste à cette époque³². Les changements et les prises de position qui se font jour au début des années 1980 sont à notre avis influencées par l'évolution des acteurs, des assises, de l'électorat et des choix politiques et stratégiques du Parti socialiste dans les années 1970. Le Congrès de Metz accorde ainsi une large place à ces débats économiques omniprésents dans les interventions. Le questionnement de la doctrine économique (héritée du Programme commun de la gauche) est ainsi la pierre d'achoppement des divers courants. La remise en cause du Programme commun est surtout perceptible – et couplée à la remise en cause de la stratégie menée jusqu'alors à l'égard du PCF – chez les Rocardiens et en partie chez les Mauroyistes, en raison de leur positionnement. Mais il n'en est pas moins certain qu'elle était répandue chez des Mitterrandistes comme Jacques Delors par exemple, qui ne pouvaient dans l'affrontement sans merci entre courants, en faire part au risque d'être marginalisés eux aussi. Ces voix redeviennent plus audibles une fois le gouvernement mis en place et les premières mesures prises.

Cet exemple montre d'ailleurs que l'usage de la doctrine économique a aussi une fonction politique, elle sert d'étendard ou au contraire de repoussoir. Comme le dit Mathieu Fulla : « Cependant, sur un sujet en apparence aussi technique que les questions économiques, la dimension passionnelle et instrumentale du problème l'emporte dans le jeu politique. Le Programme commun et ses nationalisations sont d'abord un étendard dont on se réclame de la lettre ou de l'esprit, que l'on brandit ou que l'on brûle selon les

²⁷ Congrès de Metz, intervention du 06/04/79, après-midi.

²⁸ Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords*, Fayard, 2005.

²⁹ « Le remords du pouvoir, 1936-1971 » dans Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, op.cit., pp. 125-229.

³⁰ « L'ambition du pouvoir, 1971-1994 », dans Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, op. cit., pp. 241-403.

³¹ Pierre Simon, « Metz : un congrès à méditer »

³² Voir à ce sujet la thèse en cours de Mathieu Fulla.

stratégies partisans. »³³ Cette réflexion économique est aussi liée à la problématique de l'Etat et de sa place au sein de la société. Là aussi, le Congrès de Metz est révélateur des évolutions que connaît le parti en ce domaine. L'idée de décentralisation, d'autonomisation de la société civile est au cœur des projets de la motion C³⁴, et se répand dans l'ensemble du parti, sous le vocable – parfois confus – d'autogestion.

Conclusion

Bien sûr le Congrès de Metz n'est pas en lui-même la fin de l'histoire de cette lutte pour l'investiture socialiste à l'élection présidentielle. Michel Rocard avait refusé tout net, non pas le principe des primaires, mais de participer à des primaires face à François Mitterrand, de peur de diviser le parti socialiste³⁵. Au jeu interne succède une période de tentative de débordement par les sondages, sans pour autant priver François Mitterrand d'une nouvelle candidature à l'élection présidentielle, victorieuse celle-ci.

Plus qu'aux primaires d'aujourd'hui (même si nous espérons montrer que des éléments de ce proche passé permettent d'expliquer les phénomènes que nous constatons), c'est plutôt à celles de 2006 ou de 1995 que l'on peut comparer le Congrès de Metz.

Mais là où Ségolène Royal ou Lionel Jospin ont pu être désignés en s'appuyant sur l'opinion, la situation de 1979 en est le contrepoint, avec des ingrédients communs, mais un rendu bien différent...



François Mitterrand et Michel Rocard au journal télévisé de TF1, le 12 décembre 1977. Coll. IFM.

³³ Mathieu Fulla, intervention dans colloque « L'union sans l'unité », à paraître.

³⁴ « Michel Rocard avait réalisé une synthèse qui l'amenait à renverser la perspective traditionnelle, à penser que le changement social ne pouvait dépendre principalement de l'Etat et que, par conséquent, l'action politique devait avant tout donner les moyens aux mouvements et aux individus de devenir les acteurs mêmes de la transformation sociale » dans Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, op. cit, p. 318.

³⁵ Michel Rocard, le 24 Novembre à l'émission Cartes sur Table, déclare qu'une primaire au sein du PS aurait équivalu à une « assurance-défaite ».

Bibliographie :

- archives numérisées de la Fondation Jean Jaurès, Débats, Congrès de Metz, ensemble des interventions (06/04/79 ; 07/04/79 ; 08/04/79) : <http://www.jean-jaures.org/Le-Centre-d-archives-socialistes/Le-Congres-de-Metz/Le-Congres-de-Metz>.

- Dossiers de presse de la Fondation Nationale des sciences politiques : Le Parti socialiste de Mars 1978 à Mai 1981.

- Fonds « Michel Rocard » 1974-1981, Fondation Jean Jaurès.

- Voir également l'ensemble des sources rassemblées par la Fondation Jean Jaurès : <http://www.jean-jaures.org/Le-Centre-d-archives-socialistes/Le-Congres-de-Metz/Le-Congres-de-Metz>.

- Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords*, Fayard, 2005.

- Simone Bannafous, « Le vocabulaire spécifique des motions Mitterrand, Rocard et Ceres au congrès de Metz (1979) » dans *Mots*, Octobre 1981, n°3, pp.79-84.

- Loic Blondiaux, *La fabrique de l'opinion*, Paris, Seuil, 1998.

- Christian Delporte, *La France dans les yeux : Une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2007.

- Jean-Paul Liégeois et Jean-Pierre Bédéï, *Le feu et l'eau : Mitterrand-Rocard, histoire d'une longue rivalité*, Grasset, 1990 .

- Robert Schneider, *La haine tranquille*, Seuil 1992

- Pierre Simon, « Metz : un congrès à méditer » : <http://www.jean-jaures.org/Le-Centre-d-archives-socialistes/Le-Congres-de-Metz/Metz-un-congres-a-mediter>.



Comment les primaires socialistes se sont-elles imposées ?

Par Rémi LEFEBVRE

Professeur de sciences politiques à l'Université de Lille-2

En octobre 2009, les adhérents du parti socialiste ont approuvé à plus de 68% le principe de primaires ouvertes pour l'élection présidentielle de 2012. Pour la première fois de son histoire, un parti politique en France, le PS, désignera son candidat à l'élection phare de la Cinquième République par un processus mobilisant un corps électoral élargi à ses sympathisants. Les partis politiques partenaires ou alliés du PS n'ont pas accepté de prendre part à ce nouveau processus de désignation ouvert initialement à l'ensemble des composantes de la gauche. Ce nouveau mode de désignation a été présenté et légitimé par ses promoteurs comme relevant de la « rénovation », comme une manière de trancher la question lancinante du « leadership » et d'élargir la base de légitimité du futur candidat. Il est présenté par les médias dominants comme une forme de démocratisation, le processus donnant aux sympathisants un rôle qui relevait jusque là du monopole des adhérents. Le processus de désignation quitte les coulisses de l'organisation pour s'opérer au grand jour.

Cette nouvelle procédure traduit de profondes transformations de l'organisation socialiste qui s'émancipe de sa tradition organisationnelle de parti d'avant-garde fondé sur la légitimité militante. Les primaires entérinent la délégitimation d'une forme politique héritée du mouvement ouvrier, le parti politique, qui, renvoyé à une forme d'archaïsme et d'obsolescence, semble n'être plus voué qu'à être une machine électorale. Les primaires consacrent également l'adaptation du PS aux institutions de la Cinquième République et à la personnalisation croissante de la vie politique. Le PS se conforme, jusque dans son fonctionnement interne, à la présidentialisation du régime de la Cinquième République renforcée par Nicolas Sarkozy. Selon toute évidence, la procédure, sous la forte contrainte des sondages d'opinion, départagera des leaders avant de trancher des options idéologiques ou programmatiques. Plus largement, l'adoption des primaires témoigne des transformations voire de l'affaiblissement des fonctions partisanes dans les démocraties contemporaines. Le périmètre d'action des partis politiques, de plus en plus

conurrencés par les médias dans la structuration du débat public, se rétrécit. Affaiblis dans leur capacité de mobilisation sociale (« crise » du militantisme...), les partis externalisent une partie de leur fonction programmatique aux think tanks¹ et donc leur fonction de sélection des candidats aux sondages, renforçant la « démocratie d'opinion ». Ces transformations sont lourdes d'enjeux politiques à gauche dans la mesure où le parti politique y était conçu comme un acteur de la transformation sociale et de la politisation de la société.

Comment le PS en est-il venu à adopter une procédure largement étrangère à sa double tradition partisane et parlementaire ? Comment les primaires se sont-elles imposées comme « la » solution procédurale à la « crise » que traverserait le PS ? L'adoption des primaires doit être inscrite dans le temps long de la présidentialisation de l'organisation, de ses transformations structurelles mais aussi dans un temps plus court (la question récurrente du leadership depuis 2002) et une conjoncture critique (la « crise » politique résultant du congrès de Reims).

Le Parti socialiste et l'élection présidentielle

La présidentialisation du PS, dont les primaires participent, a fait l'objet de nombreuses analyses². Hostile au principe même de l'élection au suffrage universel direct, par attachement au parlementarisme et par défiance à l'égard du « pouvoir personnel », la SFIO dirigée par Guy Mollet cherche d'abord à neutraliser dans les années 60 l'élection présidentielle. François Mitterrand adopte quant à lui une autre stratégie à partir de 1965. Il cherche à subvertir la définition que De Gaulle avait donnée de l'élection présidentielle en en faisant un scrutin arbitré par les partis, un levier à gauche du rassemblement et un support de politisation de la société française. Comme Olivier Duhamel l'a bien montré, le ralliement de la gauche à l'élection présidentielle résulte de considérations tactiques : elle permet au PC de se réinsérer dans le jeu politique et

¹ Laboratoire d'idées.

² Duhamel (O.), *La gauche et la Cinquième République*, Paris, PUF, 1980, Allès (P.), *Le grand renoncement. La gauche et les institutions de la Ve République*, Paris, Textuel, 2007, François (B.), *Le régime de la Cinquième République*, Paris, La découverte, 1999, Grunberg (G.), Haegel (F.), *La France vers le bipartisme. La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de sciences Po, 2007.

de « forcer » une reconstitution de la gauche autour du parti socialiste. La gauche et François Mitterrand parviennent ainsi dans les années 70 à contrecarrer la logique plébiscitaire voulue par De Gaulle (l'élection présidentielle comme rencontre entre le peuple et son chef) et à « imposer une compétition démocratique fondée sur la défense d'un programme susceptible de façonner et de superposer majorités présidentielles et parlementaires »³. En somme, la gauche parvient à « partisaniser » l'élection présidentielle. Mais la victoire de 1981 change la donne. C'est le parti qui se présidentialise. Le parti socialiste devient celui du président, ne parvenant pas à construire une réelle autonomie. Le jeu partisan se reconfigure autour du trophée présidentiel qui structure la concurrence interne (les courants deviennent des « écuries » présidentielles). Cette présidentialisation s'accroît à mesure que le parti se notabilise et se professionnalise avec la décentralisation et le rôle croissant que jouent les élus (une culture du pouvoir personnel se diffuse). Le gouvernement de Lionel Jospin tente de restaurer le pouvoir du parlement avant d'entériner, pour des raisons partiellement tactiques, la présidentialisation du jeu politique avec l'adoption du quinquennat et surtout l'inversion du calendrier. La question du candidat socialiste dans un contexte d'affirmation d'une démocratie d'opinion prend le pas sur toute autre question politique (le projet, le programme, le long terme...).

L'élection présidentielle de 2007 marque un glissement net vers l'affaiblissement des logiques partisans. Consacrée comme « présidentielle » par les médias et les sondages, Ségolène Royal contourne le PS, disqualifiant son « appareil » et ses « éléphants » et s'imposant dans l'opinion avant d'être investie par les militants qui avalisent le verdict des sondages. Son capital sondagier en fait la seule candidate susceptible de battre Nicolas Sarkozy. Le PS s'émancipe alors significativement de sa tradition historique : les militants choisissent la porte-parole qui optimise le mieux leurs chances collectives de victoire et non celle qui incarne leur préférence programmatique ou idéologique (En 1981, les socialistes avaient choisi François Mitterrand contre Michel Rocard alors même que ce dernier avait la faveur des sondages). Ségolène Royal est désignée sans avoir conquis préalablement le leadership au sein de son parti (à l'inverse d'un François Mitterrand ou d'un Lionel Jospin) ni exercé de responsabilités éminentes en son sein. Sa force tient non seulement à l'impression de « virginité politique » qu'elle travaille à façonner, à sa distance construite avec l'organisation socialiste mais surtout à l'état d'un parti subordonné à

l'emprise croissante des enquêtes d'opinion et de plus en plus marqué par l'électoratisme⁴. La base électorale militante appelée à désigner le candidat a été élargie quelques mois avant le vote d'investiture à la faveur d'une offre d'adhésion à « vingt euros » (80 000 nouveaux adhérents ont submergé le parti). Cette vague d'adhésions a été vécue par les militants les plus anciens et « idéologisés » comme une manière de « diluer » la base militante la plus aguerrie et une forme de « consumérisme » politique (les coûts symboliques et matériels de l'adhésion sont abaissés tandis que ses gratifications deviennent immédiates).

En 2011, l'adhésion, même à « vingt euros », ne sera plus nécessaire pour prendre part à un processus de désignation élargi à l'ensemble des « sympathisants ». Le *sympathisant* se substitue avec le temps comme figure centrale à celle de l'*adhérent* qui avait lui-même pris le pas sur le *militant*. La dimension communautaire de l'adhésion s'affaiblit à mesure que les frontières entre l'intérieur et l'extérieur de l'organisation deviennent plus perméables.

La « crise » de leadership du PS

La solution des primaires s'impose à mesure que s'accrédite à partir de 2007 une lecture légitime des « dysfonctionnements » socialistes centrée sur la question du « leadership ». L'idée de primaires « ouvertes » fait peu à peu son chemin dans un contexte d'exacerbation des divisions internes, d'incapacité du PS à les réguler et à dégager un « leadership ». Ces divisions internes, consubstantielles aux partis politiques mais auxquelles la presse donne une publicité quotidienne, n'apparaissent pas aux socialistes pour ce dont elles sont sociologiquement et systématiquement le produit : désidéologisation du parti qui encourage la personnalisation, décomposition des courants devenus des coalitions éphémères d'intérêts locaux, de moins en moins aptes à structurer la concurrence interne, poids des notables dont les loyautés nationales sont fragiles, affaiblissement consécutif de l'autorité centrale dont a témoigné la très chaotique constitution des listes aux élections européennes de 2009, instrumentalisation personnelle des médias à des fins de constitution d'une identité distinctive (Manuel Valls...), professionnalisation généralisée de l'organisation qui renforce l'électoratisme et désolidarise les élus du devenir national du parti... Autant d'évolutions qui renforcent la personnalisation, l'individualisme des dirigeants, l'indiscipline partisane, un rapport « toxique » et instrumental aux médias et appelleraient une transformation en profondeur de l'organisation

³ François (B.), op cit.

⁴ Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du Croquant, 2006.

que les socialistes se révèlent incapables d'engager... Le congrès de Reims oppose tenants, plus ou moins conjoncturels, du « vieux parti » (défavorables à un nouvel élargissement de la base militante ou à des primaires) aux partisans de son « dépassement » autour de Ségolène Royal (au motif de son faible ancrage social, des transformations de l'engagement politique, devenu « distancié », de l'obsolescence de la forme partisane...). L'issue du congrès de Reims est marquée par la désignation controversée et contestée de Martine Aubry dans un parti déchiré (fraudes, surmédiation...). La crise qui suit le congrès de Reims et qui n'est que renforcée par les calamiteuses élections européennes conforte le diagnostic légitime dominant, médiatiquement consacré : le PS vit essentiellement une « crise de leadership » (« le bal des egos »). Les règles du jeu deviennent ainsi le principal enjeu. Après la débâcle des élections européennes en juin 2009, les primaires s'imposent comme le débat central de l'agenda partisan.

La mobilisation pour les primaires

Une véritable coalition de partisans des primaires aux intérêts distincts mais convergents se constitue après le congrès de Reims. Elle agrège autour de cette cause la presse classée à gauche (*Le Nouvel observateur*, *Libération*...), les outsiders du parti qui cherchent à bouger les lignes et le think tank Terra nova. Les journalistes politiques qui exaltent la « modernité » de cette nouvelle règle accueillent d'un œil favorable une procédure qui pendant de longs mois ne manquera pas de dramatiser, spectaculariser et personnaliser une compétition interne autrefois confinée dans les coulisses partisans. Elle ne peut que conforter un journalisme de plus en plus centré sur « la course de chevaux »⁵, enclin à la stratégisation et à l'analyse des sondages d'opinion. Les primaires feront sans nul doute primer le *jeu* politique et concurrentiel sur les enjeux (sociaux, idéologiques), d'autant plus que l'articulation entre le projet du parti, présenté en avril 2011 et celui des candidats n'est pas claire. *Libération* publie une série de sondages en 2009 qui mettent en scène la faveur grandissante des primaires dans l'opinion. Les quadras socialistes ou jeunes quinquas voient dans les primaires un moyen de mettre en cause les positions établies et les hiérarchies en place, tout particulièrement ceux qui ne peuvent appuyer leur entreprise politique sur de forts capitaux collectifs ou « courants » (Arnaud Montebourg, Manuel Valls, Vincent Peillon, Pierre Moscovici...) et ne peuvent ainsi que jouer la carte de la personnalisation. De manière plus générale, les positions des dirigeants à

⁵ Les sociologues américains comme Michael Schudson parlent de « horse race journalism ».

l'égard des primaires sont fortement déductibles des ressources en termes de courants ou de popularité qu'ils peuvent mobiliser. François Hollande ou Laurent Fabius sont ainsi longtemps réticents tandis que Ségolène Royal ou Dominique Strauss-Kahn qui ont (alors) la faveur des sondages y sont largement favorables. Terra Nova cherche enfin à s'imposer dans le débat public et au PS quitte à l'affaiblir. Les think tanks à qui les partis externalisent leur fonction programmatique ou qui en contestent le monopole concourent d'une autre manière à la délégitimation des partis.

Olivier Ferrand, président de Terra Nova et Arnaud Montebourg publient en août 2009 un essai en forme de plaidoyer pour les primaires (*Primaire. Comment sauver la gauche*, Le Seuil). L'argumentaire déployé par les auteurs mobilise une rhétorique modernisatrice qui s'adosse à la disqualification de la forme partisane⁶. « Plus personne ne conteste que la légitimité conférée par les seuls militants socialistes ne suffit plus » (page 74). Les primaires doivent permettre de rompre avec la logique de l'entre soi par l'élargissement même si, de fait, elles marquent le renoncement à la perspective d'un parti « plus » militant dont le PS doit faire son deuil. La sémantique du marketing politique est omniprésente : « si nous voulons choisir le meilleur candidat pour nous représenter, encore faut-il pouvoir le tester » (page 78), il faut « tester un nombre élevé de candidats et en assurer l'écrémage progressif » (page 80). La primaire socialiste doit départager les candidats sur la base « des failles des uns et des autres » (page 79). La question du candidat est posée comme principielle, la crise étant d'abord celle du « leadership ». Il n'y a pas d'alternative : « la primaire présidentielle est la seule réponse possible pour l'échéance de 2012 » (page 31). « Il faut être réaliste : pour transformer le système politique, il faut gagner l'élection présidentielle, et pour gagner cette élection majeure, désormais déterminante pour toutes les autres ; il faut en intégrer les règles du jeu (...) Notre refus persistant des règles du jeu présidentiel signe notre inaptitude à l'emporter » (page 31).

Le cœur de leur démonstration est fondée sur une posture bien identifiée par Pierre Bourdieu et Luc Boltanski dans leur analyse critique de l'idéologie dominante qu'ils résument d'une formule (« la fatalité du probable »). Il faut vouloir le changement parce qu'il est inévitable, il faut en somme « vouloir la nécessité »⁷.

⁶ Les connotations associés au parti sont systématiquement péjoratives : « appareil », « establishment », « oligarchie », « élitisme », « confiscation »...

⁷ Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, *La production de l'idéologie dominante*, Editions Raisons d'agir (Réédition, 2008).

Pour encore établir l'inéluctabilité de ce choix, les auteurs dramatisent la perspective de 2012 (la gauche ne peut pas perdre) et naturalisent la légitimité des primaires par l'invocation de l'étranger : les primaires ont fait leur preuve aux Etats-Unis puisque Obama a gagné, les primaires italiennes ont rencontré un grand succès populaire....

Ces divers entrepreneurs mènent une offensive politico-médiatique au printemps 2009 et exhortent la direction socialiste et Martine Aubry, très réservée sur les primaires, à accélérer le processus. Terra nova lance une pétition qui recueille l'approbation d'intellectuels (Olivier Duhamel, BHL, Alain Touraine...), de leaders politiques, de politologues (Roland Cayrol) publiée par Libération le 26 août. A quelques jours de la rentrée politique de septembre 2009, l'injonction médiatique se fait pressante : la première secrétaire saura-t-elle prendre le train de la « modernité » et de « la rénovation » des pratiques politiques ? Les fabiusiens⁸ et les proches de Bertrand Delanöe, réfractaires quelques mois plus tôt, cèdent, précédant de peu la première secrétaire qui crève l'abcès et, dans une tribune publiée dans le quotidien Le Monde, la veille de l'ouverture des débats de la Rochelle, se prononce en faveur de « primaires ouvertes ». La première secrétaire reprend la main en annonçant un référendum militant sur la rénovation (primaires, cumul des mandats, renouvellement...). La proposition des primaires est ratifiée par 68% des militants le 1er octobre 2009, approuvant en quelque sorte leur propre dessaisissement.

La dévaluation du capital militant

Comment se dérouleront les primaires ? Seront-elles véritablement concurrentielles ? « L'appareil » ne parviendra-t-il à les neutraliser et à les domestiquer ? La tentation de « primaires » de ratification ou de confirmation s'est récemment faite jour mais il est difficile aujourd'hui de dissuader les candidats dès lors que le principe de primaires a été adopté. Des options idéologiques alternatives seront-elles discutées et confrontées ? Quel sera le niveau de personnalisation ? Les mois prochains le diront. Mais il est incontestable que les primaires s'inscrivent dans un processus (qu'elles accusent) de dévaluation des ressources militantes, de transformation des organisations partisans et de redéfinition du jeu politique. Le parti socialiste est l'héritier lointain d'une tradition partisane issue du mouvement ouvrier qui valorise la légitimité militante. Les partis ouvriers, à la fin du XIXème siècle, opposent la force du nombre (celui

de ses militants) à celle du nom, à celui des notables locaux et de leur autorité sociale évidente. Cette légitimité militante renvoyait aussi à l'idée d'avant-garde théorisée par le marxisme qui fut longtemps une des matrices idéologiques du socialisme français. Le parti est un outil d'émancipation aux avant-postes de la société. Le parti est émancipateur parce qu'il est donateur de conscience et politise la société. Que l'on ne se méprenne pas : ce modèle partisan, le PS ne l'a jamais historiquement pleinement incarné mais il constituait une fiction nécessaire que le PS n'est pas parvenu à réinventer.

C'est cette conception du parti comme creuset politique, lieu de délibération, d'éducation de mobilisation qui est aujourd'hui démonétisée. Le militant est en quelque sorte dépossédé de ses prérogatives traditionnelles. La sociologie de l'engagement a bien montré que le militantisme qui comporte une série de coûts (en termes d'implication, de temps, d'argent...) était fondé dans les partis politiques sur un certain nombre de « rétributions » symboliques (sentiment d'appartenir à un groupe, de participer à une juste cause, gratification liée à la désignation du candidat, à la possibilité de peser sur la ligne politique). A quoi bon militer dans un parti politique si ces incitations sélectives disparaissent, si les frontières du dedans et du dehors disparaissent, si l'opinion tend à faire le parti (ou le défaire) et si les médias font l'élection ?

Primaires : mode d'emploi

Calendrier :

- Les candidats devront se déclarer entre le 28 juin et le 13 juillet.
- Le vote aura lieu les 9 et 16 octobre.
- Une convention nationale d'investiture du candidat socialiste élu aura lieu le 5 ou 6 novembre.

Qui peut voter ?

Tous les citoyens français inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010. Et lors de la primaire, il suffit de s'acquitter d'une participation au frais d'organisation de 1 € minimum et de signer une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche.

Pourront également voter tous les mineurs qui auront 18 ans au moment de la présidentielle, ainsi que les mineurs et les étrangers non communautaires membres du PS ou du MJS. Des modalités de votes spécifiques seront retenues pour les Français de l'étranger.

⁸ Laurent Fabius admet fin août le caractère inéluctable du projet : « je pense qu'on y soit favorable ou pas que les primaires sont devenues inévitables » (le 24 août sur Europe 1).

L'institut François Mitterrand coopère également sur de nombreux événements autour du 10 mai

Le 10 mai 2011, l'Association des Amis de l'institut François Mitterrand célèbre pour sa part la victoire de la gauche en organisant une journée de rencontres dans la perspective de la prochaine échéance présidentielle. Celle-ci se déroulera en partenariat avec *Libération*, au théâtre des Bouffes du Nord. Le soir, un concert devrait avoir lieu place de la Bastille à Paris co-produit par les *Inrocks*.



Par ailleurs, nous avons été avertis de plusieurs autres initiatives. Le Centre d'histoire de Sciences Po organise un colloque universitaire sur « le sens du 10 mai », le 10 mai. Paul Quilès réunit son club *Gauche avenir*, pour un dîner le 3 mai. À Lille, le comité François Mitterrand et Science-Po Lille organisent une table ronde. À Château-Chinon devrait se tenir une cérémonie commémorative suivie d'un repas républicain, le 14 mai.

D'autres organisateurs nous ont aussi contactés directement : le Conseil général du Puy-de-Dôme, la fédération catalane du Parti socialiste, celles de Dordogne et des Côtes d'Armor, les sections socialistes de Taverny et Bessancourt, de Maubeuge, de Lens, du 11e arrondissement de Paris, la mairie d'Evreux, celle de Pau, etc.

Il y aura aussi beaucoup à lire ! Tous les grands quotidiens - *Libération*, *Le Monde*, *le Figaro*, etc. - et plusieurs hebdomadaires préparent des numéros spéciaux ou hors-séries soit sur le 10 mai, soit sur François Mitterrand. De nombreux livres ont déjà été publiés ou vont l'être : Pierre Favier retracera les journées entre les 10 et 21 mai ; Paul Quilès et Béatrice Marre reviennent sur la campagne et la victoire du 10 mai dans *On a repris la Bastille* ; Michèle Cotta publie un *Mitterrand, carnets de route* dans laquelle elle reprend les pages de ses *Carnets secrets* qui lui étaient consacrées et auxquelles elle ajoute une longue préface inédite. À partir de ses souvenirs, Roland Dumas livre lui aussi ses secrets dans *Coups et blessures*. Robert Badinter revient sur son parcours comme ministre de la Justice dans *Des épines et des roses*. Jack Lang nous fait partager ses *Fragments de vie partagée*. Bruno Roger-Petit, l'auteur du blog François-Mitterrand-2007, publie un roman qui revisite la biographie d'un président *Authentiquement français*. Et encore bien d'autres livres dont vous retrouverez les références sur notre site internet.

**Retrouvez
toutes les manifestations
« autour du 10 mai » sur le site de
l'IFM www.mitterrand.org et sur
www.mon10mai.fr**

Le trentième anniversaire intéresse aussi les télévisions. Serge Moati prépare ainsi un docu-fiction *Changer la vie* - il publie aussi un livre, *30 ans après*. Virginie Linhart se concentre, elle, sur la façon dont les Français ont vécu l'alternance, dans un documentaire intitulé *1981, un été en rose et noir*. Ariane Chemin et Patrick Cohen nous invite à revivre *le dimanche 10 mai 1981 de François Mitterrand*. Jean-Michel Djian - qui avait déjà réalisé un film sur les derniers jours du général de Gaulle - s'attache cette fois-ci aux derniers jours de François Mitterrand. Quant à Patrick Barberis, qui s'était penché sur la diplomatie mitterrandienne face à la chute du mur à l'automne 2009, il tente d'embrasser la construction de l'image internationale du président socialiste de 1981 à 1995 dans *Mitterrand et le Monde*. Lucie Caries, elle, se demande dans *Du verbe à l'image*, comment François Mitterrand, brillant orateur, domestiqua progressivement la télévision. Signalons enfin la série d'entretiens réalisés par Laure Adler pour son émission *Hors champs* sur France culture.

- Prendre le pouvoir
- Le gouvernement de la gauche face aux difficultés économiques
- L'état de la France et les premières réformes

**Les comptes-rendus de ces tables-rondes seront publiés
sous la forme de notes dans le courant du mois d'avril.**